



## LA CONVENTION EUROPÉENNE

LE SECRETARIAT

Bruxelles, le 11 juillet 2002 (24.07)  
(OR. en)

CONV 192/02

WG VI 8

### NOTE DE SYNTHÈSE

du :	Secrétariat
au :	Groupe de travail VI sur la gouvernance économique
Objet:	Note de synthèse de la réunion du 10 juillet 2002

### Résultats des travaux

1. Ouverture de la séance par le président
  - Le président a fait référence au projet d'éléments de conclusion diffusé après la précédente réunion. Il était prévu que ce projet soit examiné par le groupe une fois menées à bien les discussions sur toutes les parties du mandat.
2. Examen des questions soulevées au point 7 du mandat du groupe (CONV 76/02)
  - Les interventions de membres du groupe ont confirmé que personne ne souhaitait une modification importante des structures actuelles. Un certain nombre de membres ont estimé que la méthode ouverte de coordination donne des résultats satisfaisants et qu'il n'est pas nécessaire d'aller plus loin en proposant une approche plus normative. D'autres ont jugé souhaitable de renforcer le processus, et un certain nombre d'idées quant aux moyens d'y parvenir ont été avancées. Certains ont estimé que le rôle de la Commission dans le processus ouvert de coordination doit être renforcé et précisé (en particulier dans les domaines de la mise en œuvre et du suivi), et que cela doit aller de pair avec un développement du rôle du Parlement européen. Pour d'autres, il faut rendre plus opérant le processus lui-même en introduisant des critères obligatoires conjugués à des sanctions applicables. Plusieurs membres ont souligné la nécessité d'obtenir un soutien plus important de l'opinion publique et des parlements nationaux pour ce processus. Certains ont estimé que le rôle consultatif des partenaires sociaux doit être renforcé et formellement reconnu dans le traité.

- Le président a résumé en conclusion qu'aucune modification fondamentale du système actuel n'était demandée, mais qu'un certain nombre d'idées avaient été avancées en vue d'en améliorer l'efficacité.

3. Examen des questions soulevées au point 8 du mandat du groupe

- Le groupe a repris sous ce point l'examen d'un certain nombre de questions soulevées sous le point précédent de l'ordre du jour. Certains membres se sont exprimés en faveur d'un élargissement du champ d'application de la coordination des politiques économiques en y intégrant pleinement les objectifs sociaux et les objectifs en matière d'emploi. D'autres ont déclaré préférer qu'une telle intégration soit évitée. Un certain nombre de membres du groupe, constatant que ces questions étaient liées entre elles, ont indiqué qu'ils étaient favorables à une approche intégrée, en mettant en garde néanmoins contre une démarche trop normative. Il a été suggéré d'incorporer éventuellement dans le traité la méthode ouverte de coordination et il a été demandé de faire en sorte que les différents processus de coordination soient mieux synchronisés. Le président a rappelé qu'un certain nombre d'éléments figuraient déjà dans les traités et le groupe a indiqué qu'il lui fallait connaître plus précisément les dispositions existantes avant de parvenir à des conclusions de fond.

4. Examen des questions soulevées au point 9 du mandat du groupe

La plupart des membres du groupe n'ont pas jugé nécessaire d'étendre les dispositions existant en matière d'harmonisation fiscale. Un certain nombre d'entre eux toutefois ont été d'accord pour préconiser une modification des procédures de prise de décision, à savoir l'extension du vote à la majorité qualifiée combinée à la codécision. D'autres ont estimé que l'argument de la légitimité démocratique au niveau national milite en faveur du maintien de la règle de l'unanimité. Pour certains encore, il conviendrait de définir des domaines spécifiques (en particulier ceux qui ont une incidence sur le marché unique) auxquels s'appliquerait le vote à la majorité qualifiée. Le président a conclu qu'aucune disposition supplémentaire n'était demandée à cet égard (il a fait référence aux articles existants 93, 94 et 175 du traité), mais qu'il restait à savoir dans quelle mesure on souhaitait modifier les procédures actuelles pour ce qui est de l'extension du champ d'application du vote à la majorité qualifiée.

5. Examen des questions soulevées au point 10 du mandat

Le groupe s'est félicité des recommandations du rapport Lamfalussy et de la décision de les mettre en œuvre. Il a été convenu qu'il fallait du temps avant qu'une évaluation détaillée (et éventuellement de nouvelles recommandations) puisse être réalisée. Il a été noté par ailleurs que ce sujet était lié à la question plus générale de la mise en œuvre de la législation (et en particulier du rôle du Parlement européen), laquelle dépasse le mandat du groupe.

6. Ordre du jour de la prochaine réunion

Le président a proposé que la réunion du 17 juillet soit consacrée aux trois questions restantes relevant du mandat du groupe, ainsi qu'à un réexamen des éléments de conclusion élaborés sur les sujets déjà abordés. Un bref échange de vues a porté sur les personnes qu'il conviendrait d'inviter lors de futures auditions. Il a été convenu que le président/secrétariat assurerait le suivi à cet égard et ferait lors de la prochaine réunion, dans la mesure du possible, des propositions spécifiques concernant les dates des auditions qui auraient lieu après l'interruption de l'été.

---